

20240320 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/55928/un-scandale-a-paris-un-nouveau-camp-de-mineurs-isoles-demantele-sans-mise-a-labri>

[Actualités](#)



Lors de l'opération du camp sous le tunnel Villiot, dans le 12e arrondissement de Paris, le 20 mars 2024. Crédit : Utopia 56

"Un scandale": à Paris, un nouveau camp de mineurs isolés démantelé sans "mise à l'abri"

Par [Romain Philips](#) Publié le : 20/03/2024

Une nouvelle opération de démantèlement de camp a eu lieu ce mercredi à Paris. En trois mois, il s'agit de la quatrième opération visant des mineurs non accompagnés et durant laquelle aucune proposition de "mise à l'abri" n'a été faite, dénoncent les associations.

Il était aux alentours de 7h, mercredi 20 mars, lorsque les forces de l'ordre ont pris position des deux côtés du tunnel Villiot, dans le 12e arrondissement de Paris, et ont intimé à toutes les personnes présentes de quitter les lieux. Ici, près de 150 migrants, dont la quasi-totalité étaient des jeunes en recours pour faire reconnaître leur minorité, vivaient dans ce campement informel depuis le mois d'octobre.

Après avoir manifesté leurs craintes de ne pas savoir où dormir s'ils quittaient ce lieu, les exilés se sont dispersés dans les rues de la capitale quelques heures plus tard, selon plusieurs personnes présentes sur place.

Aucune mise à l'abri n'a été proposée à ces jeunes qui sont partis en transportant le plus d'affaires possibles. Le reste a été détruit par les services de la voirie. Sans solutions, les

mineurs se retrouvent donc à errer dans les rues de la capitale. "C'est [une mise en errance](#) avec une logique de nettoyage qui ne prend pas en considération que ces jeunes n'ont nulle part où aller, donc que ça ne va pas changer grand-chose à la situation", estime Nikolaï Posner, porte-parole d'Utopia 56.



Lors de l'opération du camp sous le tunnel Villiot, dans le 12e arrondissement de Paris, le 20 mars 2024. Crédits : Utopia 56

Selon la préfecture, qui a publié un arrêté mardi 19 mars, ce lieu de vie comportait environ 74 tentes et présentait un risque important en matière de sécurité. Ces abris de fortune "entravent non seulement la circulation des piétons et autres véhicules non motorisés, mais présentent un risque important en matière de sécurité des personnes dans la mesure où, en cas de crue de la Seine, les occupants pourraient se retrouver piégés par les eaux et se noyer", considère le document. Il existe par ailleurs "un risque d'incendie accidentel", poursuit-il.

A lire aussi

["Expulsion sèche" : dans l'hyper centre de Paris, démantèlement d'un camp d'une centaine de mineurs](#)

"Ce n'est pas un lieu de vie mais un lieu de survie", concède Léa Filoche, adjointe à la mairie en charge des Solidarités, de l'Hébergement d'urgence et de la Protection des réfugiés. "Mais ces jeunes n'ont nulle part d'autre où aller", complète Nikolaï Posner.

"C'est de la maltraitance voulue"

De leur côté, les associations dénoncent une opération "en dehors de tout cadre légal". "Selon l'arrêté, un délai de 48h est laissé aux jeunes pour quitter les lieux avant une opération de police. Mais évidemment, la préfecture n'a rien respecté et il y a eu une évacuation ce matin, soit moins de 24h après la publication de l'arrêté", tance Nikolaï Posner qui regrette que "le cadre du droit ne soit plus respecté". Interrogées sur ce point par InfoMigrants, les préfectures de police de Paris et d'Ile-de-France n'ont pas répondu à nos questions.

Ce type d'opérations visant un camp de mineurs non accompagnés n'est pas nouveau. Il s'agit du quatrième démantèlement en trois mois. Une première opération a eu lieu le 17 décembre dernier. Une seconde, concernant une centaine de mineurs, a aussi eu lieu dans l'hyper centre de la capitale en février. Enfin, le 6 mars dernier, ce sont près de 400 mineurs qui ont été évacués, toujours sans mises à l'abri.

A lire aussi

[À Paris, 400 mineurs isolés évacués des quais de Seine sans "mise à l'abri"](#)

Et à chaque fois, regrettent les associations, la même histoire se répète. "D'habitude à Paris, il y a quand même ce simulacre d'opération humanitaire avec des bus qui viennent et prennent en charge ceux qui veulent aller dans des centres. Là, on a une population de jeunes mineurs qui subissent ces opérations sans aucune solution derrière. On leur envoie un message très clair : qu'ils ne sont pas les bienvenus. C'est de la maltraitance voulue pour que les jeunes le ressentent et décident de quitter la ville", critique Paul Alauzy, coordinateur de la "mission exilés" de l'ONG Médecins du monde et porte-parole du collectif Revers de la médaille. "C'est un scandale", ajoute Léa Filoche, de la Ville de Paris, qui précise à InfoMigrants que le Défenseur des droits a été saisi. "Ce n'est pas digne de la 7e puissance mondiale".

"Le plus dur est devant nous"

Un lien direct avec les Jeux olympiques ? Il n'y a aucun doute, selon le collectif Revers de la médaille, d'autant plus que ce campement était à quelques dizaines de mètres des quais de Seine où se déroulera la cérémonie d'ouverture des JO 2024. "Cela s'est déjà passé à l'international aussi, chaque organisation de JO porte en elle, dans son ADN, de l'exclusion sociale et des politiques maltraitantes envers les personnes à la rue", analyse Paul Alauzy. Et d'ajouter que l'opération de ce mercredi "illustre parfaitement ce phénomène": "Ce sont des gamins qui devraient être à l'école, avoir un médecin traitant et être logés dans des solutions dignes. Ils sont juste chassés au nom des Jeux Olympiques et des politiques migratoires. C'est assez navrant".

A lire aussi

[JO 2024 : l'État se défend de faire un "nettoyage social" dans les rues de Paris](#)

"Et le plus dur est devant nous", s'inquiète encore Léa Filoche. Selon elle, la préfecture d'Ile-de-France va réduire en 2024 de 700, par rapport à 2023, le nombre de places d'hébergement d'urgence dans Paris. "Il y a un choix politique fait par le gouvernement qui se traduit dans la politique menée par la préfecture d'Île-de-France, et c'est très inquiétant", s'alarme-t-elle. De leur côté, les autorités, accusées de faire du "nettoyage social" en vue des JO, font valoir que 120 000 personnes sont hébergées chaque nuit au titre de l'urgence en Ile-de-France.